

REPRISE AUJOURD'HUI DES TRAVAUX DE L'APN

Ould Khelifa entre dans le vif du sujet

Les nouveaux députés réinvestissent aujourd'hui, après une découverte des lieux lors de la cérémonie d'investiture, la plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN). Une Assemblée qui a manqué de peu d'être configurée comme au temps du parti unique, avec cette majorité plus que confortable attribuée, à la stupéfaction générale, au Front de libération nationale (FLN).

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)- Renouvelée dans la foulée des révolutions arabes inachevées, l'Assemblée populaire nationale (APN) est quasiment monipartisane, tant est que le binôme FLN-RND loge à la même enseigne, engagé qu'il est dans l'Alliance présidentielle.

Le reste de la représentation partisane n'a pas à cœur de faire preuve d'implication dans un jeu parlementaire biaisé de prime abord. Aussi, autant les 16 partis qui ont tenté de structurer un front de refus des résultats de l'élection législative du 10 mai que le triumpvirat de partis islamistes agissant désormais sous la bannière de l'Alliance verte n'ont aucunement vocation à être les bons élèves de cette législature.

Le front du refus a décidé, pour qui ne s'en souvient plus, de boy-

cotter les activités de l'Assemblée. Les parlementaires de l'Alliance verte, eux, ont fait le choix moins radical de rester en dehors des structures de l'Assemblée, tout comme les députés du Parti des travailleurs (PT) et ceux du Front des forces socialistes (FFS).

A la différence, cependant, que les députés de l'Alliance verte ont la prétention d'agir en troublesérénité parlementaire, en ciblant la majorité FLN de laquelle ils jurent d'accuser à voter une loi criminalisant le colonialisme. Ils pensent pouvoir gêner le parti de Belkhadem qui, quelle qu'en sera sa réaction, sera comptable devant d'abord les militants du parti et ensuite devant l'opinion publique, surtout que le pays s'apprête à vivre au rythme de la célébration du cinquantenaire de l'Indépendance nationale.



Photo : NewPress

Ould Khelifa, président de l'APN.

Que le FLN vote la loi ou manque de le faire, il vivra cette interpellation qui s'affûte déjà comme un boulet lourd à traîner.

D'autant que, en dépit de sa majorité, le parti reste extrêmement fragile au niveau organique, avec cette dissidence qui n'a toujours pas dit son dernier mot. Il paraît que le mécontentement a

gagné également la représentation parlementaire du parti. Des députés FLN n'ont effectivement pas apprécié les désignations de Belkhadem aux commissions permanentes de l'Assemblée. Une agitation de plus pour un parti qui doit mettre sa majorité au service de la prochaine révision constitutionnelle.

Une révision avec laquelle le chef de l'Etat entend clore son train de réformes politiques. Car, en dehors des lois de finances et quelques autres projets de loi d'importances variables, la révision constitutionnelle reste la plus significative des activités de l'Assemblée.

S. A. I.

UN ATELIER Y EST CONSACRÉ AUJOURD'HUI

La gestion des risques agricoles en question

Les agriculteurs et éleveurs sont confrontés à divers risques et aléas. Quels sont ces risques ? Comment les gérer ?

C'est la problématique que le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et la Banque mondiale tenteront de cerner aujourd'hui lors d'un atelier.

A cette occasion, le ministère présentera un diagnostic précis des différents risques, les mécanismes et le cadre de gestion stratégique des risques comme base de prise de décision et de planification à moyen et long terme, les expériences internationales en ce domaine...

Et dans le contexte où les actions initiées par le département de Rachid Benaïssa prennent en charge des risques hors de portée des agriculteurs, des éleveurs et des opérateurs économiques et qui complètent diverses mesures prises.

Il s'agit notamment du soutien à l'irrigation d'appoint des céréales pour lutter contre la sécheresse, des traitements préventifs contre les ennemis des cultures et les maladies contagieuses et le dédommagement des abattages pour les maladies des animaux domestiques à déclaration obligatoire.

Il s'agit également du système de régulation des produits de large consommation (Syrpalac), qui permet de préserver le revenu des agriculteurs en cas de baisse des prix à la production, des stocks de sécurité des produits de large consommation, de l'obligation d'assurance des bénéficiaires du crédit de campagne ou d'exploitation R'fig.

C. B.

PROTECTION DES DROITS DE L'ENFANT L'Algérie épinglée

Le Comité des Nations unies des droits de l'enfant a épinglé l'Algérie sur un nombre important de points relatifs au non-respect des droits de l'enfant. Le Comité se dit notamment préoccupé par le fait que les enfants nés hors mariage se voient souvent refuser le nom de famille de leur mère. Il mettra aussi l'accent sur le fait que les mères soient obligées d'obtenir l'accord d'un juge de la famille afin de transmettre leur nationalité à leurs enfants.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le Comité de l'ONU a établi un rapport sur l'Algérie lors de sa session du 29 mai au 15 juin dernier. Il a passé en revue notamment, la situation des droits de l'enfant, relevant un grand nombre de lacunes qui pénalisent et portent atteinte au bien-être de cette tranche vulnérable de la société. Ainsi, le comité, tout en se félicitant de l'amendement du code de la nationalité en 2005, donnant aux femmes algériennes le droit de transmettre leur nationalité à leurs enfants nés d'un père étranger, «constate avec préoccupation que dans certains cas, cependant, les mères algériennes doivent obtenir l'accord



Photo : Samir Sid

Des scènes récurrentes dans nos villes.

d'un juge de la famille afin de transmettre leur nationalité à leurs enfants».

Le Comité s'est dit également préoccupé par le fait que les enfants nés hors mariage se voient souvent refuser de prendre le nom de famille de leur mère et sont enregistrés avec deux noms de famille. «Une situation qui conduit à leur identification comme des enfants nés hors mariage et de leur stigmatisation ultérieure», commentent les membres du comité. Ils se disent également préoccupés par le fait que dans certaines villes, «les familles berbères soient privées de leur droit d'inscrire leurs enfants sous un nom amazigh». Par ailleurs, et si le comité se félici-

te du processus de généralisation de l'éducation préscolaire initiée par le ministère de l'Education, du programme pilote de dépistage précoce et de l'éducation préscolaire pour les enfants souffrant d'un handicap, il constate avec regret que certaines des recommandations qui y sont contenues n'ont pas été pleinement prises en compte. L'instance de l'ONU prie donc instamment l'Etat algérien à «prendre toutes les mesures nécessaires pour donner suite aux recommandations figurant dans les observations finales du deuxième rapport périodique en vertu de la convention qui n'ont pas été mises ou pas assez en œuvre». Le Comité recommande aussi d'accélérer le proces-

sus d'adoption du code de protection de l'enfance et de veiller à ce que les organisations de la société civile et les enfants soient pleinement impliqués dans les étapes d'élaboration à venir du présent code.

Ceci tout en demandant l'abrogation sans délai du code de la famille et toutes les autres dispositions qui sont discriminatoires à l'égard des filles et des femmes et qui ont un impact négatif sur tous les enfants, telles que les dispositions juridiques concernant la garde des enfants, l'héritage, le divorce, la polygamie et la répudiation.

Le rapport dénonce, par ailleurs, «le rejet social et la stigmatisation qui conduisent souvent les femmes et les filles enceintes hors mariage à recourir à l'avortement clandestin au péril de leur vie à abandonner leurs enfants ou à vivre dans la rue sans aucune autre possibilité que de se prostituer pour nourrir leurs enfants».

Le Comité évoque également les châtiments corporels qui, observe-t-il, «demeurent largement acceptés dans la société algérienne et couramment utilisés comme mesure disciplinaire dans les écoles et ailleurs».

F.-Z. B.

LE QUOTIDIEN A FÊTÉ SES VINGT ANS

L'aventure se poursuit pour *Liberté*

Liberté a déjà vingt ans ! L'équipe et les amis du quotidien ont fêté cette fin de semaine en grande pompe, vingt années riches en enseignements durant lesquelles le journal s'est assuré la fidélité de son lectorat.

Pour Abrous Outoudert, directeur de la publication, il était important de rendre hommage aussi bien aux membres du personnel assassinés lors de la décennie noire, mais aussi de mettre à l'honneur les employés «fidèles» du journal, six éléments, qui ont été présents et n'ont jamais quitté le journal au

cours des vingt dernières années. «Avec la nouvelle maquette, nous avons donné un nouveau style à notre quotidien et décidé de bannir «les pavés» en restant sur un quotidien généraliste.

Le but étant aussi de passer d'un statut de titre de presse quotidienne à une entreprise de presse»,

nous a confié Abrous Outoudert. Pour cet événement exceptionnel, l'équipe du journal a choisi de donner un nouveau visage au quotidien, à travers une maquette sobre et épurée.

Le slogan choisi par la direction du journal pour fêter l'événement est «vingt ans de liberté», en référence notamment à la ligne éditoriale du quotidien. Lors de la cérémonie, Issad Rebrab, président du conseil d'administration et action-

naire majoritaire de la Sarl *Liberté*, a rappelé que le quotidien s'est imposé «comme un support médiatique de référence».

Il notera aussi que *Liberté* a acquis une notoriété certaine auprès de son lectorat et «s'est engagé à défendre toutes les libertés sans exception».

Outre le nouveau siège où s'est installée l'équipe du quotidien, ses responsables affirment que la priorité est donnée à la formation de

l'équipe journalistique. Ceci notamment avec le Centre de formation et de perfectionnement des journalistes de Paris (CFPJ).

Sera aussi citée l'édition électronique du journal ainsi que la possibilité de consulter bientôt le journal sur le mobile. L'équipe de *Liberté* s'engage donc dans une nouvelle aventure avec la ferme intention de rester dans l'innovation en vue de fidéliser son lectorat.

F.-Z. B.